

§ 4. Om het even welke vrijwillig of verplichte bijdrage vanwege particulieren of besturen, uitgezonderd deze vanwege de bouwheer, kunnen geheel of gedeeltelijk afgetrokken worden van het bedrag van de subsidieerbare uitgaven.

§ 5. De bevoegde Ministers kunnen, elk wat hem betreft, een maximumbedrag vaststellen voor het totaal bedrag van de subsidieerbare uitgaven in verband met één bepaald werk. ».

Art. 5. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.
Brussel, 19 september 1991.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter,

V. FEAUX

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DE LA RECHERCHE ET DE LA FORMATION

F. 92 — 665

27 SEPTEMBRE 1991. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française modifiant l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements

L'Exécutif de la Communauté française.

Vu la loi du 22 juin 1964 relative au statut des membres du personnel de l'enseignement de l'Etat, notamment l'article 1er, alinéa 2, 5°;

Vu l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, notamment les articles 66 à 76 et l'article 77 modifié par les arrêtés royaux des 5 mars 1981 et 18 février 1983;

Vu le protocole d'accord du 4 février 1991, conclu au sein du Comité de négociation du secteur IX;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur proposition du Ministre de l'Éducation et de la Recherche scientifique;

Vu la délibération de l'Exécutif de la Communauté française du 18 septembre 1991,

Arrête :

Article 1er. Les articles 66 à 75 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, sont remplacés par les dispositions suivantes :

Article 66. Le présent chapitre est applicable aux membres du personnel nommé à titre définitif, à l'exclusion des chefs d'établissement et des membres du personnel du service d'inspection.

Article 67. Pour chaque membre du personnel, il est tenu à l'Administration centrale du Ministère, un dossier de signalement contenant exclusivement :

- 1° les rapports sur la manière de servir des temporaires et des stagiaires;
- 2° les bulletins de signalement éventuels;
- 3° les rapports d'inspection;
- 4° les notes administratives relatant les éléments favorables ou défavorables en rapport avec la fonction;
- 5° le relevé des peines disciplinaires et le relevé des décisions de radiation.

Article 68. A l'exception du relevé des peines disciplinaires et du relevé des décisions de radiation, les documents versés au dossier de signalement doivent avoir été visés préalablement par le membre du personnel. Tous ces documents sont numérotés et repris dans un inventaire.

Article 69. Tout membre du personnel fait l'objet d'une des mentions de signalement suivantes : « Très bon », « Bon », « Insuffisant ».

En l'absence de bulletin de signalement, tout membre du personnel est réputé bénéficier de la mention « Bon ».

Toute modification d'une mention de signalement doit être motivée de manière circonstanciée par un rapport spécial relatant des faits précis, favorables et défavorables. Ce rapport doit être annexé au bulletin de signalement.

Article 70. Toute mention de signalement porte sur l'année scolaire à l'issue de laquelle, elle a été attribuée ou maintenue.

Le bulletin de signalement est rédigé, s'il y a lieu, par le chef d'établissement entre le premier et le 15 mai de chaque année.

Le signalement est reconduit annuellement, si aucun fait nouveau, favorable ou défavorable, n'est relaté à la fiche individuelle depuis l'attribution du dernier signalement.

Toutefois, l'attribution de la mention de signalement « Insuffisant » donne lieu à un nouveau signalement après une année scolaire.

Un bulletin de signalement est également rédigé pour tout membre du personnel qui en fait la demande.

Dans ce cas, le signalement peut être établi à tout moment de l'année scolaire, sans qu'il puisse, en aucun cas, être établi plus d'un signalement au cours d'une même année scolaire.

Article 71. En vue de la modification éventuelle du signalement, le chef d'établissement inscrit sur une fiche individuelle les faits précis, favorables ou défavorables susceptibles de lui servir d'éléments d'appréciation et ayant trait à l'exercice de la fonction ou à la vie privée dans ses rapports avec la fonction.

Article 72. § 1er. Le signalement est attribué par le chef d'établissement qui a le membre du personnel intéressé sous ses ordres.

§ 2. Le chef d'établissement recueille les renseignements jugés nécessaires à l'élaboration du signalement auprès des chefs d'établissement qui ont eu l'intéressé sous leurs ordres pendant les douze derniers mois qui précèdent l'attribution de ce signalement.

§ 3. Le bulletin de signalement est soumis au membre du personnel, qui vise le document et le restitue dans les dix jours, s'il n'a pas d'objection à présenter.

Si le membre du personnel estime que la mention de signalement attribuée n'est pas justifiée, il vise en conséquence le bulletin de signalement et le restitue dans les dix jours, accompagné d'une réclamation écrite au chef d'établissement. Cette réclamation est annexée au bulletin de signalement.

Dans les quinze jours de la réception de la réclamation, le chef d'établissement notifie sa décision au membre du personnel intéressé. Celui-ci vise le bulletin de signalement et, dans les vingt jours qui suivent la réception de cette notification, a le droit d'introduire, par la voie hiérarchique, une réclamation devant la Chambre de recours.

Celle-ci donne son avis au Ministre dans un délai maximum de trois mois à la date de la réception.

Le Ministre prend sa décision et attribue le signalement dans le délai d'un mois à partir de la réception de l'avis.

Article 74. Aucune recommandation, de quelque nature qu'elle soit, ne peut figurer au dossier de signalement. Tout membre du personnel peut prendre, à tout moment, connaissance de son dossier de signalement et, s'il échet, en obtenir une copie, moyennant intervention dans les frais.

Article 75. Le modèle du bulletin de signalement et le modèle de la fiche individuelle sont arrêtés par l'Exécutif.

Le modèle du rapport d'inspection visé à l'article 67, § 3 du présent arrêté et concernant les membres du personnel nommés à titre définitif est également fixé par l'Exécutif, lequel, dans le même document, arrête les étapes de la procédure d'élaboration du rapport et de recours lorsque, dans les vingt jours de la notification de la décision de l'inspecteur, le membre du personnel introduit une réclamation devant la Chambre de recours contre la mention lui attribuée au rapport d'inspection.

Art. 2. L'article 76 et l'article 77 du même arrêté modifié par les arrêtés royaux des 5 mars 1981 et 16 février 1983 sont abrogés.

Art. 3. Les membres du personnel qui, à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté sont titulaires d'une mention de signalement « Exceptionnel » ou d'une mention de signalement « Très bon », sont censés être titulaires d'une mention « Très bon », établie conformément aux nouvelles dispositions. Les membres du personnel titulaires d'une mention « Bon » ou d'une mention « Insuffisant » gardent la mention qui leur était attribuée.

Art. 4. Le présent arrêté produit ses effets le 1er janvier 1991.

Art. 5. Le Ministre ayant le statut des personnels de l'enseignement organisé par la Communauté française dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 27 septembre 1991.

Par l'Exécutif de la Communauté française :

Le Ministre de l'Éducation et de la Recherche scientifique,

Y. YLIEFF

VERTALING

MINISTERIE VAN ONDERWIJS, ONDERZOEK EN VORMING

N. 92 — 665

27 SEPTEMBER 1991. — Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhankelijk zijn, en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen

De Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 22 juni 1964 betreffende het statuut van de personeelsleden van het rijksonderwijs, inz. artikel 1, tweede lid, 5°;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhankelijk zijn, en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, inz. de artikelen 66 tot 76 en artikel 77, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 5 maart 1981 en 16 februari 1983;

Gelet op het protocol d.d. 4 februari 1991 van Onderhandelingscomité IX;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek;

Gelet op de beraadslaging van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 16 september 1991,

Besluit :

Artikel 1. De artikelen 66 tot 75 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en

normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, worden vervangen door de volgende bepalingen :

Artikel 66. Dit hoofdstuk geldt voor de vastbenoemde personeelsleden, behalve de inrichtingshoofden en de leden van de inspectiedienst.

Artikel 67. Voor ieder personeelslid wordt bij het hoofdbestuur van het Ministerie een beoordelingsdossier bijgehouden dat uitsluitend bevat :

- 1° de verslagen over de wijze van dienen van de tijdelijke personeelsleden en van de stagiairs;
- 2° de eventuele beoordelingsstaten;
- 3° de inspectieverslagen;
- 4° de bestuursnota's waarin de gunstige of ongunstige gegevens in verband met het ambt worden vermeld;
- 5° een staat van de tuchtstraffen en een staat van de beslissingen tot doorhaling.

Artikel 68. Met uitzondering van de staat van de tuchtstraffen en de staat van de beslissingen tot doorhaling, wordt ieder van de stukken die worden gevoegd bij het beoordelingsdossier, vooraf geïndiceerd door het personeelslid. Al de genoemde stukken worden genummerd en vermeld in een inventaris.

Artikel 69. Als beoordeling wordt aan elk personeelslid één van de volgende vermeldingen verleend : « Zeer goed », « Goed », « Onvoldoende ».

Wanneer geen beoordelingsstaat voorhanden is, wordt het personeelslid geacht de vermelding « Goed » te hebben gekregen.

Elke wijziging van een vermelding op de beoordelingsstaat moet omstandig gemotiveerd worden door een speciaal verslag met een nauwkeurige beschrijving van de gunstige en ongunstige feiten. Dit verslag wordt aan de beoordelingsstaat toegevoegd.

Artikel 70. Elke beoordeling heeft betrekking op het schooljaar op het einde waarvan de beoordeling wordt toegekend of verlengd.

Indien nodig wordt de beoordelingsstaat door het inrichtingshoofd tussen de eerste en de 15e mei van elk jaar opgemaakt.

De beoordeling wordt jaarlijks verlengd indien, sinds het toekennen van de jongste beoordeling, geen enkel gunstig of ongunstig nieuw feit op de persoonlijke fiche werd opgetekend.

Bij het verlenen van de vermelding « onvoldoende » moet op het einde van het schooljaar een nieuwe beoordelingsstaat worden opgemaakt.

Tevens wordt een nieuwe beoordelingsstaat opgemaakt voor ieder personeelslid dat erom verzoekt.

In dit geval kan de beoordelingsstaat op elk ogenblik tijdens het schooljaar worden opgemaakt.

Er kan evenwel, per schooljaar, slechts één beoordelingsstaat worden opgemaakt.

Artikel 71. Voor een eventuele wijziging van de beoordeling vermeldt het inrichtingshoofd op een persoonlijke fiche alle nauwkeurige gunstige of ongunstige bevindingen, die als beoordelingsgrond kunnen dienen en die betrekking hebben op de uitoefening van het ambt of op het privé-leven in verband met het ambt.

Artikel 72. § 1. De beoordeling wordt toegekend door het inrichtingshoofd onder wiens gezag het betrokken personeelslid staat.

§ 2. Het inrichtingshoofd wint de voor het opmaken van de beoordelingsstaat noodzakelijk geachte inlichtingen in bij de inrichtingshoofden onder wier gezag de betrokkene heeft gestaan tijdens de laatste twaalf maanden die het opmaken van de beoordelingsstaat voorafgaan.

§ 3. De beoordelingsstaat wordt voorgelegd aan het personeelslid, dat het stuk viseert en binnen tien dagen terugbezorgt indien hij geen bezwaren heeft.

Oordeelt het personeelslid dat de hem toegekende vermelding niet gerechtvaardigd is, dan viseert hij dienovereenkomstig de beoordelingsstaat en bezorgt hem, samen met een bezwaarschrift, binnen 10 dagen terug aan het inrichtingshoofd. Bedoeld bezwaarschrift wordt bij de beoordelingsstaat gevoegd.

Binnen de vijftien dagen na ontvangst van het bezwaarschrift geeft het inrichtingshoofd het betrokken personeelslid kennis van zijn beslissing. Bedoeld personeelslid viseert de beoordelingsstaat en heeft het recht binnen de twintig dagen die volgen op de ontvangst van de kennisgeving, langs hiërarchische weg een klacht in te dienen bij de Raad van beroep, die binnen een termijn van ten hoogste drie maanden, te rekenen van de datum van de ontvangst, de Minister van advies dient.

De Minister beslist en kent de beoordeling toe binnen een termijn van één maand ingaande op de datum van ontvangst van het advies.

Artikel 74. Geen enkele aanbeveling, van welke aard ook, mag in het beoordelingsdossier worden opgenomen. Ieder personeelslid mag op elk ogenblik kennis nemen van zijn beoordelingsdossier en er desnoods een afschrift van krijgen, mits hij in de kosten bijdraagt.

Artikel 75. Het model van de beoordelingsstaat en het model van de persoonlijke fiche worden door de Executieve vastgelegd.

Het model van het in artikel 67, 3, van dit besluit bedoelde inspectieverslag betreffende de vastbenoemde personeelsleden wordt eveneens vastgesteld door de Executieve die in hetzelfde document de verschillende delen vastlegt van de procedure inzake het opmaken van het verslag en het indienen van beroep wanneer, binnen de twintig dagen na de betekening van de beslissing van de inspecteur, het personeelslid bij de Raad van beroep een bezwaar indient tegen de vermelding die hem in het inspectieverslag werd toegekend.

Art. 2. Artikel 76 en artikel 77 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 5 maart 1981 en 16 februari 1983, worden opgeheven.

Art. 3. De personeelsleden die bij de inwerkingtreding van dit besluit als beoordeling de vermelding « uitzonderlijk » of « zeer goed » hebben gekregen, worden geacht de vermelding « zeer goed » overeenkomstig de nieuwe bepalingen te hebben gekregen. Zij die de vermelding « goed » of « onvoldoende » gekregen hebben, behouden die vermelding.

Art. 4. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1991.

Art. 5. De Minister tot wiens bevoegdheid het statuut van het personeel van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 27 september 1991.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,

Y. YLIEFF